

Elevages
9, rue du sabot
22440 Ploufragan

Ploufragan, le 16/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAS GEFFROY ex GAEC GEFFROY

GUERLAGADEC
22480 Lanrivain

Références : GMCLM-2025-07-16-1
Code AIOT : 0052202101

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/07/2025 dans l'établissement SAS GEFFROY ex GAEC GEFFROY implanté GUERLAGADEC 22480 Lanrivain. L'inspection a été annoncée le 11/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Plan pluriannuel de contrôle 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS GEFFROY ex GAEC GEFFROY
- GUERLAGADEC 22480 Lanrivain
- Code AIOT : 0052202101
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'AIOT est un élevage de volailles, autorisé pour 105 600 emplacements. Un atelier laitier déclaré pour 142 vaches est également présent sur site, exploité par le même gérant sous une autre entité juridique, l'EARL GEFFROY. Les deux élevages appartenaient autrefois à la même entité juridique (GAEC GEFFROY).

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Fuite dans le milieu
- Planifiée bassin versant sensible
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations	Proposition de délais ⁽¹⁾
2	Bordereaux de transfert d'effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37	Demande d'action corrective	1 mois
3	Ouvrages de stockage d'effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II	Demande d'action corrective	1 mois
4	Dispositions relatives au compostage, surveillance	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 39	Demande d'action corrective	1 mois
5	Déclaration annuelle des flux d'azote	Arrêté Préfectoral du 24/05/2024, article 4.2	Demande d'action corrective	6 mois
6	Déclaration GERE	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45	Demande d'action corrective	8 mois
10	Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18	Demande d'action corrective	2 mois
11	Forages	Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article Annexe II – 3.3.4	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Respect des effectifs animaux ou de la production d'azote du dossier	Arrêté Préfectoral du 04/10/2016, article 1
7	Défense externe contre l'incendie (DECI)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
8	Défense interne contre l'incendie (extincteurs)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
9	Installations électriques et registre des risques	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'export des effluents de l'EARL GEFROY (qui reçoit les effluents de volailles de la SAS GEFROY) n'est pas déclaré dans la DFA. Il n'y a pas de bordereau de transfert d'effluents établis par l'EARL GEFROY. Le suivi de température du compostage n'est pas réalisé. Les déclarations annuelles d'émissions atmosphériques sur l'application GERE ne sont pas réalisées. La fosse (lisier bovin) n'est pas signalée. Le compteur d'eau doit être réparé. La tête de forage n'est pas protégée par un cadenas.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Respect des effectifs animaux ou de la production d'azote du dossier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/10/2016, article 1
Thème(s) : Élevage, Dispositions générales
Prescription contrôlée : RESPECT EFFECTIFS : 105 600 emplacements volailles (54 000 emplacements poulets lourds) RESPECT AZOTE : 16 662 uN / an
Constats : L'exploitant produit des poulets lourds. Les mises en places des deux dernières années culturales (2022-2023 et 2023-2024) ont été comprises entre 50 643 et 53 658 poulets de chair. L'azote produit est autour de 8 000 uN par an.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Bordereaux de transfert d'effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37
Thème(s) : Élevage, Pollution diffuse
Prescription contrôlée : Lorsque les effluents d'élevage sont épandus sur des parcelles mises à disposition par un prêteur de terres, un bordereau cosigné par l'exploitant et le prêteur de terre est référencé et joint au cahier d'épandage. Ce bordereau est établi au plus tard à la fin du chantier d'épandage. Il comporte l'identification des surfaces réceptrices, les volumes d'effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement épandus et les quantités d'azote correspondantes.
Constats : La SAS GEFFROY exporte tous les effluents vers l'EARL GEFFROY (même gérant). Les bordereaux de transfert d'effluents sont établis mais ne sont pas signés. L'EARL GEFFROY exporte ensuite une partie des effluents, mais il n'y a pas de bordereaux d'établis.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Établir et cosigner les bordereaux de transferts d'effluents lors de leur export.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Ouvrages de stockage d'effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II
Thème(s) : Élevage, Pollution accidentelle/DN
Prescription contrôlée : Les équipements de stockage et de traitement des effluents d'élevage visés à l'article 2 sont conçus, dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel. Les équipements de stockage à l'air libre des effluents liquides sont signalés et entourés d'une clôture de sécurité et dotés, pour les nouveaux équipements, de dispositifs de surveillance de l'étanchéité. [...]
Constats : La fosse des effluents de l'atelier laitier est correctement clôturée, mais n'est pas signalée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Signaler la fosse (pancarte).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Dispositions relatives au compostage, surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 39
Thème(s) : Élevage, Pollution accidentelle
Prescription contrôlée : [...]. L'élévation de la température des andains est surveillée par des prises de température hebdomadaires, en plusieurs endroits en prenant la précaution de mesurer le milieu de l'andain. Les résultats des prises de températures sont consignés sur un cahier d'enregistrement où sont indiqués, pour chaque site de compostage, la nature des produits compostés, les dates de début et de fin de compostage ainsi que celles de retournement des andains et l'aspect macroscopique du produit final (couleur, odeur, texture).
Constats : L'exploitant ne réalise pas de mesures de températures du compostage.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Mettre en place le suivi de température du compostage.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Déclaration annuelle des flux d'azote

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/05/2024, article 4.2
Thème(s) : Élevage, Pollution diffuse
Prescription contrôlée : PAR 7 Art 4.2 : Toute personne physique ou morale épandant des fertilisants azotés sur une parcelle agricoles située en région Bretagne ou dont l'activité génère un fertilisant azoté destiné à l'épandage sur une parcelle agricole, que cette parcelle soit située ou non dans la région, a l'obligation d'effectuer chaque année une déclaration, sincère et véritable des quantités d'azote de toutes origines épandues ou cédées. En application de l'article L.211-3, point III du code de l'environnement, cette obligation est étendue aux vendeurs d'azote minéral et aux opérateurs effectuant la transformation d'effluents d'élevage et/ou le commerce de fertilisants organiques produits à partir d'effluents d'élevage. La déclaration couvre la période allant du 1er septembre de l'année précédant l'année en cours au 31 août de l'année en cours et s'applique à l'ensemble des personnes mentionnées dans cet article.
Constats : La SAS GEFFROY (élevage de volailles) exporte tous les effluents vers l'EARL GEFFROY (élevage laitier, même gérant). La DFA est correctement remplie. Cependant, la DFA de l'EARL GEFFROY ne mentionne pas les exports d'effluents réalisés. Par ailleurs, l'azote produit par l'atelier volailles était déclaré par l'EARL GEFFROY jusqu'en 2020 avant la division en 2 entités juridiques ; la SAS GEFFROY ne déclare l'azote des volailles que depuis l'année culturale 2023-2024. Il n'y a pas eu de déclaration de flux d'azote concernant l'élevage de volailles en 2021, 2022 et 2023.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Déclarer l'azote exporté par l'EARL GEFFROY lors des déclarations annuelles de flux d'azote.

Réaliser la DFA pour chaque type de production tous les ans.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Déclaration GERE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45
Thème(s) : Élevage, Emission d'ammoniac
Prescription contrôlée : L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé. L'exploitant transmet, en annexe de sa déclaration, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Si des outils de calcul ont été utilisés afin de déterminer ces émissions, ils sont transmis sans modification de leur format de fichier.
Constats : L'exploitant n'avait pas connaissance de son obligation de déclaration des émissions atmosphériques sur GERE. Celles-ci n'étaient pas réalisées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Réaliser la déclaration des émissions atmosphériques tous les ans.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 8 mois

N° 7 : Défense externe contre l'incendie (DECI)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Prescription contrôlée : L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre. [...]
Constats : Une borne incendie est présente sur site, référencée par le SDIS 22.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Défense interne contre l'incendie (extincteurs)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Prescription contrôlée : La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. [...] Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur. [...]

Constats : Lors de la visite d'inspection du 15/11/2021, les extincteurs n'étaient pas conformes car non opérationnels. 2 extincteurs ont été contrôlés lors de la présente visite d'inspection : leur dernière vérification date de juin 2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Installations électriques et registre des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques [...] sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.
Constats : L'exploitant a présenté une attestation de contrôle des installations électriques, datée du 12/06/25.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18
Thème(s) : Élevage, Dispositions générales
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. [...]
Constats : Le compteur d'eau général (commun avec l'atelier laitier) est hors d'usage. L'exploitant a prévu de le remplacer. Les bâtiments de volailles ont par ailleurs un compteur d'eau chacun.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Finaliser le remplacement du compteur d'eau.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 11 : Forages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article Annexe II – 3.3.4
Thème(s) : Élevage, Protection tête de forage
Prescription contrôlée : 3.3.4 - La protection de la tête Quelle que soit la destination de l'ouvrage, la protection de la tête du forage assure la continuité avec le milieu extérieur de l'étanchéité garantie par la cimentation annulaire et doit empêcher les infiltrations. Les eaux de ruissellement sont évacuées vers l'extérieur de l'ouvrage par des caniveaux. La protection de la tête du forage comprend une « dalle de propreté », en béton de 3 m2 minimum, centrée sur l'ouvrage, et de 0,30 m de hauteur au-dessus du terrain naturel en pente vers l'extérieur du forage. La tête de forage est fermée par un regard muni d'un couvercle amovible fermé à clé, scellé sur la

<p>margelle et s'élevant au moins à 0,50 m au-dessus du terrain naturel.</p> <p>L'ensemble limite le risque de destruction du tubage par choc accidentel et empêche les accumulations d'eau stagnante à proximité immédiate de l'ouvrage.</p>
<p>Constats :</p> <p>La tête de forage est bien protégée. Elle ne dispose pas de cadenas.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Installer un cadenas pour protéger l'accès au forage.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>